

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE CAT : Al Tibet de Comité de Apoyo
16 Mai 2008

ASSURANCE PRESSANTE ET MAXIMUM DEMANDÉE

**LES VICTIMES DU GENOCIDE AU TIBET TÉMOIGNERONT DEVANT LA
HAUTE COUR ESPAGNOLE (AUDIENCIA NACIONAL) ALORS QUE LES
JEUX OLYMPIQUES S'APPROCHENT**

Après l'impunité de plus de cinquante ans concernant le génocide des tibétains, les victimes témoigneront finalement au sujet de leurs douleurs le 19 mai au n° 2 de 9:30 devant le tribunal d'Audiencia Nacional de l'Espagne. Le premier parmi les témoignages à entendre est celui de Palden Gyatso. Un moine de monastère de Drepung (où les premières manifestations ont surgi dans cette dernière répression) et auteur du livre le "feu sous la neige", Palden a été arrêté en 1959 pour participation à des manifestations organisées par un groupe de moines, et a passé 33 ans en prison. Pendant son emprisonnement il était témoin des décès de beaucoup de prisonniers tibétains en raison de la torture en prison et de travail forcé dans de véritables camps d'extermination. Sachant qu'il devait voyager à Madrid, le moine tibétain a avoué : "après le génocide de plus de cinquante ans contre mes personnes, dans lesquelles plus que million de Tibétains sont morts en raison du métier militaire, une Cour de Justice a enfin écouté notre douleur. Il y a quelques années quand j'étais torturé en prison au Tibet, mon rêve était qu'un jour un palais de justice entendrait parler des horreurs qu'ont supporté des milliers de mes frères."

En outre un autre témoignage est celui de Jampel Monlam, un autre ancien moine de la monastère de Drepung, qui a été torturé lors de la pire répression qu'ait connu le Tibet, en mars 1989, répression organisée par celui qui était le secrétaire du parti communiste chinois au Tibet, Hu Jintao, actuellement président de la Chine.

M. Monlam est maintenant directeur du centre tibétain pour des droits de l'homme et la démocratie en exil à Dharamsala, en Inde, et avant de partir pour l'Espagne il a déclaré : « l'espoir de notre témoignage et les enquêtes sur le dossier Tibet dans les cours de justice espagnoles aidera à clarifier les événements qui ont eu lieu contre nous. Nous faisons confiance à cette action de justice, espérant qu'elle contribuera à ce que la communauté internationale prenne finalement en compte les droits de l'homme, pour qu'ils viennent avant des intérêts commerciaux, et pour que cette Chine, pays d'accueil des jeux olympiques, respecte les droits fondamentaux des tibétains ».

Le juge a appelé deux autres victimes pour témoigner : Bhagdro, un ancien moine de Ganden, qui a été arrêté et torturé avec 60 autres moines en mai 1996 parce qu'il refusait de coopérer à la campagne patriotique de re-éducation dans les monastères tibétains (qui vilipendait sur le Dalai Lama) ; et pour finir, l'activiste, Tenzin Tsundue, qui n'a pas pu assister à l'instance judiciaire due à la notification tardive donnée par le juge.

Depuis le 10 mars une nouvelle vague de répression s'est abattue sur les tibétains, et jusqu'ici il y a eu les 203 décès, plus de quatre mille personnes arrêtées et des centaines de cas de tortures et d'abus. Les protestations qui ont provoqué cette nouvelle crise indiquent le désespoir ressenti par un peuple tout entier après plus de cinquante années de violations systématiques des droits de l'homme.

Ce ne sont pas des incidents isolés simplement, alors que le monde est concentré sur la Chine et les jeux olympiques. Les tibétains ont décidé d'élever leur voix et de s'adresser à la communauté internationale. Les experts des Nations Unies, la Commission internationale des juristes et des ONG luttant pour les droits de l'homme, tels que Amnesty International et Human Rights Watch, ont demandé qu'une commission internationale enquête sur ces événements.

Plusieurs semaines s'étant écoulé depuis que la Chine a refusé une commission de n'importe quelle nature, et ont expulsé tous les correspondants étrangers, les victimes du génocide au Tibet de nouveau élèvent leurs voix et témoigneront devant une cour impartiale qui sait tout au sujet de la justice internationale : cour N° 2 de l'Audiencia Nacional. Depuis l'acceptation de ce procès dans lequel sept anciens chefs chinois sont accusés de génocide, de torture, des crimes contre l'humanité et de terrorisme, y compris l'ancien président, Jiang Zemin, et l'ancien premier ministre, Li Peng, peu de progrès ont été faits. Dès le début, le juge et le procureur se sont opposés à la plupart des étapes juridiques demandées par CAT. Après les protestations du gouvernement chinois sur la déclaration devant le tribunal de Thubten Wangchen, victime et directeur de Fundación Casa del Tíbet à Barcelone, la cour a décidé, avec l'appui du procureur, que les victimes témoigneraient au travers des commissions rogatory. De même, en raison des refus répétés du juge, les accusés n'ont pas été interrogés non plus. En une réponse étonnante faite à un collègue suisse s'enquérant d'interroger une victime tibétaine, le juge espagnol a déclaré que "apparemment" il n'a eu aucune connaissance que Jiang Zemin avait eu son immunité levée, alors qu'il est de notoriété publique que l'ancien président de la Chine a quitté ce poste et n'est plus protégé par n'importe quelle immunité selon le droit international avec de nombreux précédents.

Tous ces faits que l'enquête sur le génocide au Tibet n'a pas révélé, émoustillent maintenant la curiosité du grand public, après que le gouvernement indien ait refusé de coopérer avec la commission Rogatory envoyée par le juge espagnol. L'impossibilité pour les victimes vivant en exil en Inde de pouvoir témoigner dans ce pays les a conduit à témoigner lundi prochain 19 mai à 09h30 à Madrid, en présence du juge Ismael Moreno.

CAT: Comité de Apoyo al Tibet

Costa Rica 11 (1, A26)

28016 Madrid Spain

Tel. (0034) 91 350 2414

info@tibetcat.com

www.tibetcat.com

(IN SPANISH BELOW)

PRESS RELEASE BY **CAT** : Comité de Apoyo al Tíbet:

16th May 2008

URGENT AND MAXIMUM COVERAGE REQUESTED

VICTIMS OF THE GENOCIDE IN TIBET WILL TESTIFY IN SPAIN'S HIGH COURT (AUDIENCIA NACIONAL) AS THE OLYMPIC GAMES APPROACH

After more than fifty years' impunity regarding the genocide of the Tibetan people, victims will finally testify about their sufferings on 19th May at 9:30 in Court nº 2 of Spain's Audiencia Nacional. Foremost among the voices to be heard is that of Palden Gyatso. A monk from Drepung monastery (where the first protests arose in this latest repression) and author of the book "Fire under the snow", Palden was arrested in 1959 for organizing demonstrations by a group of monks, and spent 33 years in prison. During his imprisonment he witnessed the deaths of many Tibetan prisoners as a result of torture in prison and forced labour in veritable extermination camps. Hearing he was to travel to Madrid, the Tibetan monk declared: "After more than fifty years' genocide against my people, in which more than a million Tibetans have died as a result of the military occupation, a court of justice is at last going to listen to our suffering. A few years ago when I was being tortured in prison in Tibet, my dream was that one day a law court would hear about the horrors endured by thousands of my brothers."

Also to testify is Jampel Monlam, another former monk from Drepung monastery, who was tortured after witnessing what was until now the worst crackdown in Tibet, that of March 1989, which was ordered personally by then Secretary of the Chinese Communist Party in Tibet, Hu Jintao, currently President of China. Mr. Monlam is now director of the Tibetan Centre for Human Rights and Democracy in exile in Dharamsala, India, and before leaving for Spain he declared: "I hope our testimony and the investigation of the case of Tibet in the Spanish Courts will help to clarify the events that have taken place against our people. We trust this case will contribute towards the international community's finally taking a stand for human rights, which come before commercial interests, and that China, host of the Olympic Games, will respect the fundamental rights of the Tibetan people". The judge has called two other victims to testify: Bhagdro, a former monk from Ganden, who was arrested and tortured with 60 other monks in May 1996 for refusing to cooperate with the patriotic re-education campaign in the Tibetan monasteries that was responsible for vilifying the Dalai Lama among the monks; and lastly, the activist, Tenzin Tsundue, who has not been able to attend the legal proceedings due to the short notice given him by the judge.

Since March 10th a new wave of repression has been unleashed on the Tibetan people, and to date there have been 203 deaths, more than four thousand people arrested and hundreds of cases of torture and abuse. The protests that gave rise to this new crisis reveal the desperation felt by an entire people after more than fifty years' systematic human rights violations.

These are not just isolated incidents, as, with the world focused on China and the Olympic Games, the Tibetan people have decided to raise their voice and address the international community. Experts from the United Nations, the International Commission of Jurists and human rights organizations, such as Amnesty International and Human Rights Watch, have asked for an international commission to investigate the events.

Several weeks having gone by since China refused a commission of any sort, and expelled all foreign correspondents, the victims of the genocide in Tibet are once again raising their voices and will testify to an impartial body that knows all about international justice: Court nº 2 of the Audiencia Nacional. Since the acceptance of this lawsuit in which seven former Chinese leaders are accused of genocide, torture, crimes against humanity and terrorism, including former President, Jiang Zemin, and former Prime Minister, Li Peng, little progress has been made. From the very beginning, the judge and the public prosecutor have opposed most of the judicial steps requested by CAT. After the Chinese Government's protests at the

declaration in court of Thubten Wangchen, victim and director of the Fundación Casa del Tíbet in Barcelona, the Court decided, with support from the public prosecutor, that the victims would testify through rogatory commissions. Likewise, due to the repeated refusals of the judge, the accused have not been questioned either. In a surprising reply to a Swiss colleague asking about questioning a Tibetan victim, the Spanish judge declares that "apparently" he had no knowledge that Jiang Zemin had had his immunity lifted, when it is common knowledge that the former President of China gave up that post and is no longer protected by any immunity according to international law with numerous precedents.

All these facts that the investigation into the genocide in Tibet has kept silent are now arousing the interest of the public, after the Indian Government's refusal to cooperate with the rogatory commission sent by the Spanish judge. The impossibility of victims living in exile in India being able to testify in that country has led to them testifying in Madrid this coming Monday 19th May at 9:30, in the presence of the judge, Ismael Moreno.

PRESS AND MEDIA ARE INVITED TO JOIN THE VICTIMS AT THE ENTRANCE OF THE COURT (AUDIENCIA NACIONAL) AT 9.00 HOURS. THE FINISHING TIME OF THE INTERROGATIONS IS NOT KNOWN.

CAT: Comité de Apoyo al Tibet

Costa Rica 11 (1, A26)

28016 Madrid Spain

Tel. (0034) 91 350 2414

info@tibetcat.com

www.tibetcat.com

IN SPANISH

NOTA DE PRENSA DEL **CAT**: Comité de Apoyo al Tíbet:

SE RUEGA MÁXIMA Y URGENTE DIFUSIÓN

16 de mayo 2008

VICTIMAS DEL GENOCIDIO DEL TIBET PRESTARAN SU TESTIMONIO ANTE LA AUDIENCIA NACIONAL EN VISPERAS DE LOS JUEGOS OLIMPICOS

Tras más de medio siglo de impunidad ante el genocidio del pueblo tibetano, víctimas tibetanas van a prestar testimonio de sus sufrimientos el próximo 19 de mayo a las 9:30 ante el Juzgado de Instrucción nº 2 de la Audiencia Nacional. Entre las voces que se van a escuchar, destaca la de **Palden Gyatso**, monje del monasterio de Drepung (del mismo que han surgido las primeras protestas de esta última represión) y autor del libro "Fuego bajo la nieve", detenido en 1959 por liderar a un grupo de monjes en manifestaciones de protesta, permaneciendo 33 años encarcelado. Durante su confinamiento pudo ser testigo de las muertes de muchos de los prisioneros tibetanos como consecuencia de las torturas en las cárceles y de los trabajos forzados en auténticos campos de exterminio. Ante la noticia de su viaje a Madrid, el monje tibetano ha declarado: "Tras más de medio siglo de genocidio de mi pueblo, donde más de un millón de tibetanos han muerto como consecuencia de la ocupación militar, finalmente un tribunal de justicia va a escuchar nuestro sufrimiento. Hace pocos años mientras estaba siendo torturado en las cárceles del Tíbet, mi sueño era que algún día la justicia pudiera conocer todos los horrores padecidos por miles de hermanos."

Junto a él, comparecerán **Jampel Monlam**, también antiguo monje del monasterio de Drepung, víctima torturada y testigo de la anterior mayor represión en Tíbet, que se remonta a marzo de 1989 y la cual fue personalmente orquestada por el entonces Secretario del Partido Comunista Chino en Tíbet, Hu Jintao, actual Presidente de China. El Sr. Monlam en la actualidad ocupa el cargo de Director del Centro Tibetano para los Derechos Humanos y la Democracia en el exilio en Dharamsala, India, y antes de dirigirse a España ha declarado: "Espero que nuestro testimonio y la investigación del caso del Tíbet en los tribunales de España ayude a esclarecer los hechos de lo sucedido a nuestro pueblo. Confiemos que dicho caso contribuya a que la comunidad internacional apueste finalmente por los Derechos Humanos que están por encima de los intereses comerciales y que China, con ocasión de la celebración de los Juegos Olímpicos, respete los derechos fundamentales del pueblo tibetano". Otras dos víctimas han sido citadas por el juez de la AN: **Bhagdro**, antiguo monje de Ganden, que fue detenido y torturado junto con otros 60 monjes en mayo de 1996 al negarse a cooperar con la campaña de reeducación patriótica en los monasterios tibetanos, responsable de demonizar al Dalai Lama entre los religiosos; y por último el activista Tenzin Tsundue, que no ha podido acudir a la convocatoria judicial, dado la premura con la que el juez ha convocado la comparecencia.

Desde el pasado 10 de marzo, el pueblo tibetano está sufriendo una nueva ola de represión cuyo balance hasta la actualidad asciende a 203 víctimas mortales, más de cuatro mil detenidos y cientos de casos de torturas y malos tratos. Las protestas que han originado esta nueva crisis vienen a evidenciar la desesperación de todo un pueblo, tras más de medio siglo de sistemática violación de derechos fundamentales.

Estos no son unos hechos aislados sino que, con ocasión de la atención mundial sobre China y los Juegos Olímpicos, el pueblo tibetano ha decidido alzar la voz ante la comunidad internacional. Distintos expertos de las Naciones Unidas, la Comisión Internacional de Juristas y organizaciones de derechos humanos, tales como Amnistía Internacional o Human Rights Watch, han solicitado que una comisión de investigación internacional investigue los hechos sucedidos.

Semanas después de la negativa china a esta petición y la expulsión de toda la prensa internacional, las voces de las víctimas del genocidio del Tíbet de nuevo se levantan y van a prestar su testimonio ante un órgano imparcial conocedor de este caso de justicia universal: el Juzgado nº 2 de la Audiencia Nacional. Desde el auto de admisión de esta iniciativa legal, en la cual se acusa de genocidio, tortura, crímenes contra la humanidad y terrorismo de Estado a siete antiguos dirigentes chinos, entre ellos: el antiguo Presidente, Jiang Zemin, y el antiguo Primer Ministro, Li Peng, poco se ha avanzado en la investigación del caso. La oposición del juez y del fiscal a gran parte de las diligencias solicitadas por el CAT ha sido constante desde sus inicios. Fundamentalmente, tras las protestas por parte del Gobierno chino que originó el testimonio ante el juez de Thubten Wangchen, víctima y Director de la Fundación Casa del Tíbet de Barcelona, se decidió por parte del Juzgado de la AN, con el apoyo del fiscal, que prestaran su testimonio vía comisión rogatoria. Asimismo, ante la negativa reiterada del juez, no se ha podido practicar los interrogatorios a los querellados. En este mismo sentido sorprende la respuesta del juez español a su colega suizo que debe practicar el interrogatorio a una víctima tibetana, en la que le comunica que “al parecer” no tiene constancia que se le haya levantado la inmunidad a Jiang Zemin, cuando es de dominio público que el antiguo Presidente de China ha dejado este cargo y carece de inmunidad alguna según el derecho internacional en numerosos precedentes.

Todos estos hechos que ha mantenido en silencio la investigación del genocidio del Tíbet, de nuevo despiertan la atención pública tras la negativa del Gobierno de Delhi de colaborar con la comisión rogatoria remitida por el juez español. La imposibilidad de las víctimas residentes en el exilio en India de testificar en este país ha provocado que éstas puedan hacerlo el próximo lunes 19 de mayo a las 9:30 en Madrid, ante el juez Ismael Moreno.

SE CONVOCA A TODOS LOS MEDIOS DE COMUNICACIÓN A LA ENTRADA DE LA AUDIENCIA NACIONAL A LAS 9 HORAS. NO SE CONOCE LA HORA DEL FIN DE LOS INTERROGATORIOS.

CAT: Comité de Apoyo al Tíbet

Costa Rica 11 (1, A26)

28016 Madrid Spain

Tel. (0034) 91 350 2414

info@tibetcat.com

www.tibetcat.com